

Communiqué de presse

« Situation économique, perspectives conjoncturelles et priorités de politique économique pour 2009 »

Mercredi 3 décembre 2008

economiesuisse s'attend à une croissance zéro en 2009

Perspectives conjoncturelles pour 2009 et conséquences pour la politique économique

economiesuisse s'attend à une croissance nulle en 2009. Le ralentissement conjoncturel affecte avant tout les exportations et les investissements dans les biens d'équipement. En conséquence, l'économie prévoit une hausse du taux de chômage à 3,2 % en moyenne annuelle. La Suisse ne peut échapper à l'évolution négative observée sur les marchés du monde entier. Cependant, d'après Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, « la Suisse est dans une situation plus avantageuse que d'autres nations pour affronter la tempête ». Ce serait une erreur que de céder à la tentation de l'action pour l'action en matière de politique économique.

Evaluation de la situation en 2008 : la crise a atteint à la Suisse

Ces derniers mois, la crise des marchés financiers s'est répercutée sur les exportations suisses et le marché intérieur. L'industrie de la sous-traitance automobile et l'industrie textile sont frappées de plein fouet. « L'élément inquiétant dans ces deux industries n'est pas tant cette baisse que le rythme fulgurant de cette évolution », a expliqué Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse. Dans le climat conjoncturel plus rude que nous vivons, certaines branches se portent encore bien. C'est notamment le cas de celle des denrées alimentaires, boissons et tabac, des instruments de précision, de l'industrie chimique et de l'horlogerie. L'année qui s'achève sera également une bonne année pour l'hôtellerie.

Prévisions pour 2009 : une croissance nulle en moyenne annuelle

Pour 2009, economiesuisse prévoit une croissance nulle, pour autant que la situation sur les marchés financiers ne se détériore pas davantage. Il y aura une « récession technique », caractérisée par une croissance au quatrième trimestre 2008 qui sera inférieure à celle du quatrième trimestre 2007 et par une croissance négative aux deux premiers trimestres 2009. Ce sont les exportations qui seront le talon d'Achille de l'évolution conjoncturelle ces prochains mois. Le ralentissement conjoncturel général sera particulièrement prononcé en Europe. A cela s'ajoute que le franc suisse s'est à nouveau apprécié vis-à-vis de l'euro au cours de ces derniers mois.

Les perspectives sont mauvaises pour diverses branches, mais certains secteurs d'exportation s'attendent toujours à des taux de croissance positifs, même s'ils doivent compter sur un net ralentissement. Il s'agit, outre l'industrie chimico-pharmaceutique, de celle de l'alimentation, boissons et tabac, de la technique médicale et des entreprises actives dans le domaine de l'énergie. Ce sera surtout la forte baisse du Libor, désormais fixé à 0,5 %-1,5 %, qui dynamisera la conjoncture. La hausse réelle du pouvoir d'achat des salariés, grâce à l'augmentation prochaine des revenus, aura aussi un impact positif. La forte diversification de l'économie suisse se révèle être un avantage certain.

La stagnation économique attendue entraînera une hausse du taux de chômage de 2,5 % à 3,2 % en moyenne annuelle. La chute des prix des matières premières provoquera, quant à elle, une baisse rapide de l'inflation. Cette dernière devrait s'inscrire légèrement au-dessus de 1,0 % en moyenne annuelle.

En Suisse, la tendance devrait s'inverser entre juin et décembre 2009. C'est ce qui ressort aussi d'une enquête menée auprès des membres d'economiesuisse. L'économie mondiale continuera de panser les plaies infligées par la crise des marchés financiers bien après 2009. Pour autant qu'on puisse en juger aujourd'hui, la croissance de l'économie helvétique sera limitée en 2010 et devrait rester nettement inférieur au taux de croissance potentiel.

Politique économique : tenir le bon cap dans un climat difficile

D'un bout à l'autre de la planète, les effets conjoncturels de la crise des marchés financiers pèsent sur la politique économique. Le temps est à des interventions massives de l'Etat. La préservation à long terme de la compétitivité de l'économie suisse ne doit pas nous pousser à multiplier les mesures à court terme. Au contraire, il faut s'en tenir à notre politique économique libérale. Elle a fait ses preuves. « Face à la crise de confiance mondiale, l'économie est mise au défi d'intervenir en faveur du régime d'économie de marché dans les débats en cours. Dans l'intérêt d'une place économique suisse forte, la priorité doit aller aux efforts permettant de restaurer une large acceptabilité de nos thèses dans l'opinion, » a déclaré Gerold Bührer, président d'economiesuisse, en guise de résumé de l'orientation future de la politique de l'organisation.

Concrètement, les milieux économiques s'engagent avec force pour la poursuite de la voie bilatérale avec l'UE. L'extension du réseau d'accords de libre-échange avec des Etats extra-européens constitue une autre priorité de la Suisse. En matière de politique fiscale, l'accent est mis sur le maintien de la compétitivité. Enfin, dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme, economiesuisse soutient un renforcement des droits des actionnaires et l'aménagement de systèmes d'incitations orientés sur le long terme.

Pour toutes questions :
Rudolf Minsch
Téléphone : 041 421 35 35
rudolf.minsch@economiesuisse.ch